



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/42/L.7
21 octobre 1987
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
PREMIÈRE COMMISSION
Point 66 g) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE : NON-UTILISATION DES ARMES NUCLEAIRES ET
PREVENTION D'UNE GUERRE NUCLEAIRE

Cuba, Hongrie, République démocratique allemande et Roumanie :
projet de résolution

Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une
guerre nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant que, conformément au paragraphe 20 du Document final de sa dixième session extraordinaire 1/, première session extraordinaire consacrée au désarmement, la plus haute priorité doit être accordée à l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire et à la prévention d'une guerre nucléaire et qu'elle-même a confirmé cette ferme intention à sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Rappelant également que, aux termes du paragraphe 58 dudit Document final, tous les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, devraient considérer le plus tôt possible diverses propositions visant à assurer le non-recours aux armes nucléaires, la prévention de la guerre nucléaire et autres objectifs connexes, pour autant que ce soit possible par voie d'accord international, et faire ainsi en sorte que la survie de l'humanité ne soit pas compromise,

Réaffirmant que les Etats dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité principale du désarmement nucléaire et de l'adoption de mesures visant à empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire,

1/ Résolution S-10/2.

Convaincue que l'humanité peut et doit barrer la voie à une catastrophe nucléaire et que la renonciation à utiliser le premier l'arme nucléaire est une mesure particulièrement urgente à cette fin,

Soulignant qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée,

Rappelant que dans la Déclaration politique adoptée par la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, tous les Etats dotés d'armes nucléaires étaient invités à contracter sans tarder un engagement, ayant force obligatoire sur le plan international, de ne pas être les premiers à utiliser ou menacer d'utiliser l'arme nucléaire 2/,

Soulignant que, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, les doctrines et concepts militaires doivent revêtir un caractère strictement défensif,

1. Considère que les déclarations solennelles que deux Etats dotés d'armes nucléaires ont faites ou réitérées à la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, concernant l'obligation qu'a chacun d'eux de ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire, constituent un pas important vers la diminution du danger d'une guerre nucléaire;

2. Exprime l'espoir que les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait envisageront de faire des déclarations analogues concernant la non-utilisation, en premier, de l'arme nucléaire;

3. Prie la Conférence du désarmement d'entamer des négociations sur le point intitulé "Prévention d'une guerre nucléaire" inscrit à son ordre du jour et d'examiner notamment l'élaboration d'un instrument international, ayant force obligatoire et stipulant l'obligation de ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session la question intitulée "Non-utilisation des armes nucléaires et prévention d'une guerre nucléaire".

2/ Voir A/41/697-S/18392, annexe, sect. I, par. 47.